

Rétrospective de la semaine du 27 juillet 2015

Au cours de cette semaine, on a pu assister à divers événements susceptibles d'impacter les marchés financiers et pouvant remettre en question les perspectives futures.

En début de semaine on a assisté à une nouvelle chute des places asiatiques. En Chine, le marché action de Shanghai a subi un effondrement de son cours de plus de 8% lors des 2 dernières heures de cotation de la séance du lundi 27 juillet, malgré les mesures non conventionnelles mises en place précédemment par les autorités afin de freiner la baisse de ses indices. Cet événement a fait ressurgir les craintes d'un krach financier faisant suite à la puissante baisse du mois de juin qui avait ramené la performance de l'indice chinois de 60% à 10% sur l'année 2015. Cet événement nous conforte dans notre décision de rester en dehors de ce marché trop risqué (Cf. point hebdomadaire du 10/07/2015). Ce mouvement a entraîné les indices européens et américains à la baisse (-2.57% sur le CAC40 et -0.58% sur le SP 500) ainsi que le prix des matières premières. Un nouveau décrochage de cet indice pourrait avoir des conséquences de plus grande ampleur sur les marchés mondiaux par effet systémique.

Graphe I : Progression (en %) de l'indice Shanghai Composite depuis le 1^{er} janvier 2015



La réunion de la politique monétaire américaine de mercredi 29 juillet a été sans surprise, la FED a opté pour le statu quo monétaire, en maintenant le niveau de ses taux directeurs inchangé et en entretenant le plus grand suspense sur ses intentions futures. Elle justifie son attentisme par l'inflation américaine, qui continue d'évoluer "en dessous" de son objectif annuel de 2%, et répète qu'elle attend d'être "raisonnablement confiante" que la tendance soit en train de s'inverser. Le prochain rendez-vous aura lieu le 17 septembre prochain.

Du côté de la Grèce, la Troïka est de retour dans le pays après l'accord trouvé précédemment qui a permis au pays de payer ses échéances du 20 juillet. Cependant, la bourse hellénique est toujours fermée et le contrôle des capitaux est toujours en place. De plus, Alexis Tsipras a déclaré ne pas exclure d'organiser des élections anticipées si son gouvernement ne parvient pas à obtenir la majorité au Parlement. En effet, le premier ministre fait face à une opposition grandissante au sein de son parti Syriza depuis son volteface qui a suivi la victoire du NON au référendum. A cela, s'ajoute la déclaration du FMI qui n'entend pas participer au nouveau plan d'aide tant que des actes concrets ne seraient pas pris par les autorités grecques sur le plan des réformes structurelles, ainsi qu'un engagement des pays créanciers européens à restructurer la dette grecque. Comme vous le voyez, la situation de la Grèce est loin d'être résolue...

Benjamin Chiche
Assistant de gestion
bchiche@platinum-gestion.fr

Avertissement

Document non contractuel limité à l'usage privé du destinataire. Les informations contenues dans le présent document proviennent de sources dignes de foi, mais ne sauraient engager notre responsabilité. Les appréciations formulées reflètent notre opinion à la date de publication et sont donc susceptibles d'être révisées ultérieurement.